



Assemblée nationale  
XIII<sup>e</sup> législature -

séance du mardi 19 mai 2009

**- Questions au Gouvernement -**

M. le président : La parole est à M. Jean-Michel Villaumé, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

M. Jean-Michel Villaumé : Ma question s'adresse à M. le Ministre de l'Agriculture.

Elle concerne la situation catastrophique et intenable des producteurs de lait !

Alors que les charges augmentent, le prix d'achat du lait est aujourd'hui tombé à 21 centimes le litre ! Soit une baisse plus de 50% par rapport à 2007 !

Et ceci sans que le prix des produits laitiers baisse pour les consommateurs.

Aujourd'hui, le prix du litre acheté se situe en dessous des coûts de production supportés par les agriculteurs.

Vous le savez bien, le rapport de force est inégal entre producteurs et transformateurs.

Au parlement européen vos collègues du PPE font le jeu des grands groupes de l'agroalimentaire et ont voté :

- pour une libéralisation accrue du secteur agricole et se sont prononcée en faveur de la suppression des quotas laitiers.

M. le Ministre, vous ne pourrez pas plus longtemps tenir cette contradiction :

- entre vos discours et les actes ;
- entre des propos rassurants aux agriculteurs et le démantèlement des outils de régulation !

Vous avez sapé les bases des instruments de régulation existants de la PAC et la situation a été alourdie par la loi de modernisation de l'économie. Cette vision libérale, cette non-maîtrise du marché déstabilisent complètement la filière.

M. le Ministre vous avez laissé la situation se dégrader.

Que comptez-vous faire face à cette crise qui pourrait engendrer la disparition de nombreux producteurs laitiers ?

Vous annoncez une mission de médiation. Avez-vous besoin de nommer 2 médiateurs pour vous aider ?

Surement M. le Ministre, car vous ne pouvez pas régler les problèmes de nos producteurs puisque vous êtes en campagne.

Aujourd'hui il est temps de prendre les choses à bras le corps et d'être Ministre à plein temps pour soutenir notre agriculture.

M. le président. La parole est à M. Michel Barnier, ministre de l'agriculture et de la pêche.

M. Michel Barnier, ministre de l'agriculture et de la pêche. Monsieur Villaumé, qui espérez-vous convaincre avec de telles polémiques ? Pensez-vous vraiment que les agriculteurs et les éleveurs ont besoin en ce moment d'une telle agressivité ? Et le fait que nous soyons en campagne électorale ne vous excuse pas ! Permettez-moi de vous donner tranquillement trois conseils. En premier lieu, n'ayez pas la mémoire courte.

M. Jean-Marc Ayrault. Vous non plus !

M. Michel Barnier, ministre de l'agriculture. Je vous rappelle que c'est en 1999, alors que M. Jospin était Premier ministre, et malgré l'avis du ministre de l'agriculture de l'époque, M. Glavany, que vous n'avez pas su, faute d'être assez convaincants, empêcher la suppression des quotas laitiers en Europe.

M. Jean-Louis Bianco. Qui était président ?

M. Michel Barnier, ministre de l'agriculture. Faites également attention à ce que vous dites, les uns et les autres. J'ai entendu vendredi soir, dans un débat auquel je participais, le représentant du parti socialiste, M. Harlem Désir, déclarer publiquement sur une chaîne de télévision qu'il était favorable à la suppression des restitutions.

M. Henri Emmanuelli. Ce n'est pas le sujet !

M. Michel Barnier, ministre de l'agriculture. Et ce, au moment même où vous, les députés socialistes, faisant écho à la préoccupation des éleveurs, vous me demandez de les activer au niveau européen !

Enfin, ne vous inquiétez pas, monsieur Villaumé. Jusqu'au bout, j'accomplirai mon travail de ministre consciencieusement et avec passion, parce que les agriculteurs sont plus intelligents que vous ne le pensez et savent que le débat européen et l'agriculture vont ensemble.